

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV Ile-de-France

16, place de l'Iris
Tour CB 21
Paris la Défense
92400 Courbevoie

Références : IC-R/486/25-MB/SL
Code AIOT : 0005106546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France implanté rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France
- rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Liancourt-Saint-Pierre a été autorisée à étendre ses activités par arrêté préfectoral du 08/12/2016. Cette extension porte sur l'exploitation de 10 casiers pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de réception des premiers déchets.

Les conditions d'exploitation de l'installation ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020. Cet arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2016.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des odeurs	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 4.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le début du mois de novembre 2025, des nuisances olfactives au niveau de la commune de Liancourt-Saint-Pierre sont très régulièrement signalées par le maire de la commune.

Le 18/11/2025, l'inspection des installations classées, rendue sur place, a pu constater une odeur de biogaz en différents points de la commune.

L'exploitant a indiqué qu'aucun dysfonctionnement n'était constaté sur l'installation mais que le soutirage du massif de déchets par la torchère serait augmenté pour essayer d'enrayer le phénomène.

Depuis l'inspection et l'action mise en œuvre par l'exploitant, aucun signalement pour nuisances olfactives n'a été recensé. Par conséquent, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Toutefois, en cas de nouveaux constats répétés de nuisances olfactives, des suites administratives seront proposées à monsieur le préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des odeurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Constats :

Depuis le début du mois de novembre 2025, des nuisances olfactives au niveau de la commune de Liancourt-Saint-Pierre sont très régulièrement signalées par le maire de la commune.

Les éléments fournis par l'exploitant en réponse à ces signalements ne permettent pas systématiquement d'en expliquer la cause.

Le 18/11/2025, un premier signalement a été réalisé par courriel à 07h04.

L'inspection des installations classées, rendue sur place, a pu constater, à 08h45, une odeur de biogaz en différents points de la commune (rue de Loconville, rue de Boubiers, rue de Chaumont).

Non-conformité : des odeurs de biogaz ont été ressenties par l'inspecteur des installations classées le 18/11/2025 sur la commune de Liancourt-Saint-Pierre.

Le responsable d'exploitation, rencontré sur site, a indiqué ne pas avoir connaissance d'un dysfonctionnement en cours au niveau de l'installation de stockage.

En réponse au courriel du maire de la commune de Liancourt-Saint-Pierre, le responsable du site a indiqué par courriel le même jour avoir également constaté des odeurs au niveau de Liancourt et ses environs, dont la chute brutale des températures combinée aux opérations de maintenance sur le moteur pourraient être la cause.

Il a ajouté que le soutirage du massif de déchets par la torchère serait augmenté pour essayer d'enrayer le phénomène.

On note qu'une cartographie des émissions diffuses de méthane a été réalisée au mois de décembre 2024. Cette cartographie n'a pas mis en avant de défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz. Des actions correctives ont été mises en œuvre au niveau des défauts mineurs détectés.

Depuis l'inspection, aucun signalement pour nuisances olfactives n'a été recensé (du 19/11/2025 au 21/11/2025). Par conséquent, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Toutefois, en cas de nouveaux constats répétés de nuisances olfactives, des suites administratives seront proposées à monsieur le préfet.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre toute disposition pour que ses installations ne soient pas à l'origine d'émissions olfactives.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments attestant du bon fonctionnement de collecte de biogaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>